

Guy WANDERPEPEN
1300 rue de Beaumont
59740 Hestrud
03.27.61.63.72

Hestrud, le 06 Avril 2018

Monsieur le Préfet,

Cette enquête n'est pas une enquête publique mais une simple information déposée en mairie sans une véritable concertation des habitants, sauf par un simple affichage au panneau officiel de la mairie.

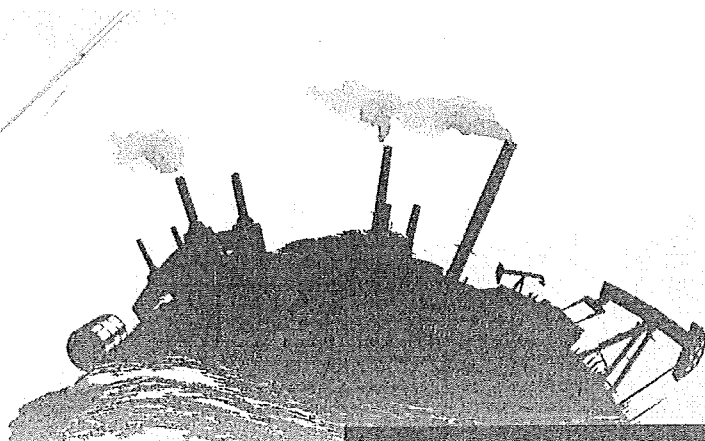
Ceci dit, le sujet traité par cette information à l'occasion de la mise en place de cette exploitation agricole de 400 vaches laitières, qui par son plan d'épandage, va très certainement impacter l'environnement ainsi que la vie des citoyens, qui représente la société rurale. Je veux citer la réflexion de Monsieur Claude GAVERIAUX, ancien maire de Grand Fayt, publiée dans le document édité par l'Association « Vivre à Grand Fayt », concernant la défense de l'intégrité du Moulin de Grand Fayt : « Je ne doute pas que cette Association sera vigilante sur le fonctionnement du mode d'élevage intensif qui impactera la vie locale » ; le bureau d'étude ayant réalisé le document **Avenir Conseil et Elevage**, représente les intérêts privés ne correspondant pas à l'intérêt général des populations rurales et de leurs territoires.

A noter que déjà, nos territoires ruraux de l'Avesnois sont suffisamment impactés par une surexploitation de notre sous-sol par les carrières portant atteinte à nos ressources en eau auxquelles s'ajouteront les pollutions des élevages industriels agricoles.

Ces problèmes d'importance capitale pour l'avenir de notre territoire Parc Naturel Régional de l'Avesnois devrait être débattu démocratiquement dans le cadre de la Commission Nationale des débats publics, à l'exemple de la boucle ferroviaire de Bachant.

Je vous prie d'agréer Monsieur le Préfet, l'expression de ma haute considération.

Guy Wanderpepen
Jacques Jouleux
PO *Jacques Jouleux*



DÉCEMBRE
2015

LE PARADIS DES POLLUEURS

Comment les droits conférés aux entreprises par les accords de libre-échange de l'UE sabotent la transition énergétique

Eviter la catastrophe climatique constitue l'enjeu majeur des temps présents. Si nous voulons conserver une chance d'empêcher que le réchauffement climatique atteigne des niveaux extrêmement dangereux, la plupart des énergies fossiles – pétrole, gaz et charbon – devront rester dans le sol, non-exploitées. Les sociétés ont besoin d'évoluer vers des systèmes énergétiques fondés sur les énergies renouvelables telles que le soleil, le vent ou l'eau. *et maintenant la méthanisation*

Ce changement colossal exigera une action forte des pouvoirs publics. Mais leur capacité à introduire les lois et les réglementations nécessaires est sévèrement contrainte par des mécanismes juridiques peu connus mais très puissants. En effet le régime international de l'investissement enserme nombre de pays dans ses filets depuis des décennies.

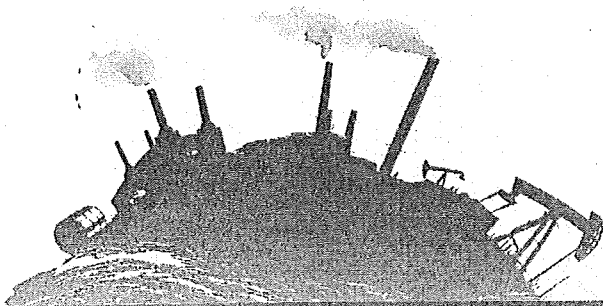
Des milliers d'accords de commerce et d'investissement signés entre pays permettent aux entreprises multinationales de poursuivre des gouvernements si des changements politiques – y compris dans les règles qui protègent l'environnement et visent à lutter contre le changement climatique – risquent de nuire à leurs profits. A la fin 2014, 608 conflits liés à l'investissement étaient ouverts devant des tribunaux internationaux. Les coûts de ces procès pèsent lourdement sur les gouvernements, sous la forme de factures (d'avocats ou de sanctions financières) énormes et de réglementations sociales ou environnementales affaiblies.

Un nombre croissant de pourquites Investisseur-État vise des initiatives de gouvernements dans le secteur de l'énergie, initiatives qui concernent aussi bien la sortie du nucléaire que des moratoires sur le développement – risqué pour l'environnement – des gaz de schistes, notamment à travers la fracturation hydraulique. Le fait que les cabinets d'avocats s'enrichissent chaque fois qu'un investisseur attaque un État encourage la multiplication des poursuites par les multinationales, par exemple contre des législations sur les énergies renouvelables.

En dépit du risque évident pour la transition énergétique, les gouvernements négocient un nombre croissant d'accords de commerce et d'investissement qui donnent des pouvoirs grandissants aux entreprises, qui peuvent ainsi remettre en cause l'action gouvernementale sur le climat. Parmi eux le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP, ou TAFTA en France), actuellement en discussion entre l'UE et les États-Unis, et l'Accord économique et commercial complet (AECC, ou CETA) conclu entre l'UE et le Canada, dont la ratification devrait débiter en 2016.

Pourtant, alors que les grands pollueurs exercent un lobbying effréné en faveur de ces accords, un mouvement grandissant s'élève pour contester ce qui constitue une confiscation massive du pouvoir par les grandes entreprises. Le contrôle et le débat publics sur les accords de commerce et d'investissement sont de ce fait plus importants qu'il y a quelques années.





Publié par l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (AITEC), Corporate Europe Observatory (CEO), Powershift et le Transnational Institute

Amsterdam / Berlin / Bruxelles / Paris
Décembre 2015

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet financé par l'Union européenne "Pour une politique de l'investissement européenne au service du développement durable". L'UE ne peut être tenue responsable du contenu de cette brochure.



L'Association internationale de Techniciens, experts et chercheurs (AITEC) est un collectif de recherche et de campagne basé en France, qui se bat, via de multiples activités (campagnes, événements, mobilisations et actions, partenariats, formations...) pour la justice économique, sociale et écologique. Entre autres questions, l'AITEC travaille depuis 2006 avec ses alliés français et internationaux to transformer radicalement la politique européenne de commerce et d'investissement afin qu'elle prenne un tournant réellement démocratique, juste et durable.

<http://aitec.reseau-ipam.org/>

Power Shift

PowerShift est une ONG basée à Berlin qui travaille dans le champ des politiques de commerce et d'investissement, des matières premières, du climat et de l'énergie. Elle lutte pour une plus grande justice sociale et écologique. Son travail d'éducation et d'information, de recherche et de plaidoyer politique vise à contribuer à une transition énergétique au plan mondial et l'instauration de structures égalitaires dans le commerce mondial. PowerShift coordonne notamment l'alliance allemande TTIP PuffairHandelbar et participe au réseau européen Seattle to Brussels.

www.power-shift.de



Corporate Europe Observatory (CEO) est un groupe de recherche et de campagnes qui travaille pour mettre en lumière et faire disparaître l'accès privilégié et l'influence dont jouissent les entreprises et leurs lobbies sur le processus d'élaboration des politiques de l'UE. CEO travaille en alliance étroite avec des groupes d'intérêt général et des mouvements sociaux en Europe et au delà afin de proposer des alternatives à la domination de ce pouvoir des multinationales.

www.corporateeurope.org



Le Transnational Institute (TNI) est un institut de recherche et de plaidoyer international engagé pour la construction d'une planète juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI est un espace de connexion entre mouvements sociaux, universitaires engagés et décideurs politiques.

www.tni.org

Guy WANDERPEPEN
1300 rue de Beaumont
59740 HESTRUD
Tel : 03-27-61-63-72

Hestrud, le 09 Avril 2018

Monsieur le Préfet

Au fil du mois consacré à cette enquête qui n'est pas une enquête publique, j'en conviens, avec le couple Merlant, mais d'une simple information sur le fait accompli.

C'est-à-dire que l'absorption maintenant de l'EARL Jorrand par le GAEC Merlant est chose faite et que circuler braves citoyens, il n'y a rien à voir... Le GAEC Merlant est suffisamment verdi par un méthaniseur qui à ma connaissance ne s'est pas installé après étude sérieuse et un permis de construire. Je n'ai pas trouvé trace dans l'étude qui nous est présentée par Avenir-Conseil-Elevage, derrière lequel se cachent le CER et les Banques, de références sérieuses concernant cette VERTE méthanisation.

Vous comprendrez Monsieur le Préfet que je n'ai rien contre le couple Merlant, qui est également victime du système économique qui nous opprime.

Ils sont victimes de l'enseignement agricole reçu dans les écoles d'agriculture, formatés par le productivisme au service des banques comme l'ont été les frères Jorrand.

Nous ne sommes pas contre tout, nous sommes pour le bon sens, paysans justement. Nous ne sommes pas partisans de les empêcher de travailler, nous pensons tout simplement qu'ils peuvent travailler autrement comme beaucoup le font encore (agriculture paysanne, produire local, consommer localement avec les circuits courts AMAP ou autres, qui n'empoisonnent pas les bébés comme le font les transformateurs milliardaires comme Besnier et les coopératives qui les accompagnent. Qui peut prétendre que cette agriculture paysanne qui est pourtant défendue par bon nombre d'associations comme Terre de Lien, Agriculture Bio et autres... n'est pas créatrice d'emplois au moment où les gouvernements de Gauche comme de Droite ne font RIEN, pour réduire le chômage. Sinon foncer tête baissée dans la 3^{ème} révolution industrielle prônée par un économiste Américain, Jeremy Rifkin, qui nous promet la fin du travail par le numérique et la robotisation.

Et nous revenons à cette agriculture qui, si nous laissons faire, nous amènera les tracteurs sans chauffeurs, et les vaches en camps de concentration, sans aucune relation avec l'humain, les anciens se souviennent de cette relation humaine et animale.

Ces technocrates partisans d'une science sans conscience voudraient nous faire croire que ce qu'ils appellent progrès a un avenir.

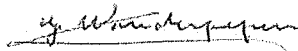
La célèbre vacherie des Mille Vaches de Drucat, après le décès de son promoteur Ramery (société de travaux publics) est passée sous forme de coopérative (UNEAL) pour cause de mésentente des successeurs Ramery. Bravo la coopération !!! qui emboîte le pas de l'industrialisation de l'agriculture comme de la transformation et de la grande distribution. Cela me fait penser à l'échec du communisme soviétique avec son goulag et ses kolkhozes et son évolution par la suite vers le libéralisme économique mondialisé.

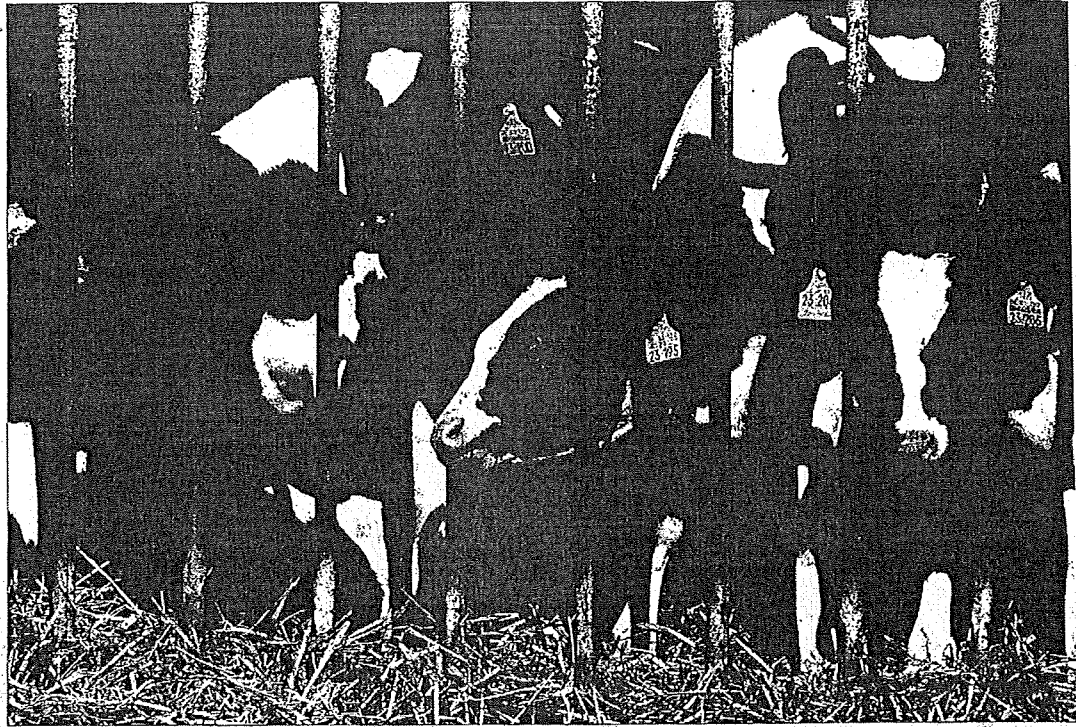
L'intérêt général d'une région comme la notre n'est certainement pas d'accepter de tel projet portant atteinte aux populations et à notre territoire, classé Parc Naturel Régional. Beaucoup de riverains, à la fois du site d'élevage comme des plans d'épandage subiront les nuisances.

La proximité des zones habitées et des captages d'eau potable, avec leur périmètre de protection, pose un problème sociétal. Je ne comprends pas l'accord du SIDEN qui privilégie une activité économique comme celle là au détriment de tout autre respect de l'environnement et du cadre de vie des populations. Réflexion identique sur l'accord du PNR de l'Avesnois et réflexion identique sur l'accord du SAGE et du SDAGE. Pour résumer, je pense que nous mettons en péril nos territoires ruraux par de tels projets qui auraient leur place dans les anciens Kolkhozes, en Nouvelle Zélande, en Amérique du Nord et du Sud.

Sur le plan des intérêts de ma famille en qualité de propriétaire, je n'ai pas donné mon accord pour la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC Merlant.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma haute considération.





Tristesse d'un élevage intensif... qui peut être aussi pratiqué à petite échelle. Stricto sensu « industriel », il en reprend les mêmes méthodes et présente les mêm

L'élevage industriel et la santé humaine

L'élevage industriel à grande échelle multiplie les risques pour la santé humaine. **Tim O'Brien** effectue ici une synthèse montrant à quel point il est urgent de revenir à une production locale et à petite échelle — sans même parler du caractère moralement inacceptable de l'élevage intensif

L'utilisation de méthodes industrielles sur des animaux a de graves conséquences sur notre alimentation

La menace que fait peser la maladie de la vache folle sur l'homme — sur la vie de milliers de personnes en Grande Bretagne et l'on ne sait combien dans le monde — est due au fait apparemment inoffensif de nourrir des vaches vivantes de vaches mortes. Cette catastrophe sanitaire a mis en

lumière les effets sur la santé humaine de l'élevage industriel traitant les animaux comme des machines.

Point n'est besoin d'aller chercher bien loin pour comprendre que l'encéphalopathie spongiforme bovine n'est que la partie émergée de l'iceberg. De nombreux aspects dans l'élevage industriel menacent la santé

humaine : régimes alimentaires, conditions d'utilisation de médicaments pour soutenir la productivité. En effet, l'utilisation de méthodes industrielles sur des animaux peut avoir de graves conséquences sur le produit fini : notre alimentation.

On ne saurait s'étonner de la réaction des consommateurs face à la catastrophe de la vache folle, l'incidence croissante de l'intoxication alimentaire à la salmonelle, la listeria, les bactéries *Campylobacter* et *Escherichia coli* O157. En effet, la seule prise a été d'affermir la réglementation sanitaire étant donné la nature du problème — conditions d'élevage effroyables sans air frais, ni lumière du jour — ces mesures ne donneront toute vraisemblance guère de résultats. Par conséquent, ces mesures contribuent même à réduire la sécurité de notre alimentation puisqu'elles sont comme conséquence de concentrer de plus

Préface

Santé publique, environnement et économie agricole La régulation impossible ?

Du rôle et de l'influence du conseil départemental d'hygiène

La République fourmille de tout temps de comités "Théodule", chargés d'enterrer de délicats problèmes ou de constituer l'aimable paravent de décisions publiques peu compréhensibles et particulièrement difficiles à cautionner. Le Conseil Départemental d'Hygiène n'échappe guère à la règle.

Institué dans chaque département français, ce comité de sages est chargé de conseiller l'autorité préfectorale sur tout projet de décision administrative ayant trait, d'une manière ou d'une autre, à l'hygiène et à la santé publiques. Sa composition est gage de crédibilité et de légitimité. Associant experts, élus, fonctionnaires des différents services de l'Etat, représentants socio-professionnels et de la société civile, tous astreints au secret des délibérations, ce comité apparaît armé pour affronter tout type de problématiques, même parmi les plus ardues.

Les questions abordées y sont donc nombreuses et complexes. Dans le grand Ouest, le développement effréné d'une agriculture industrielle dévoreuse des ressources naturelles occupe depuis plusieurs décennies la majeure partie des séances de travail de cet organisme. Le Conseil départemental d'hygiène de la préfecture de l'Ille-et-Vilaine s'inscrit dans cette perspective.

Et ce n'est pas le moindre des intérêts du travail d'analyse considérable mené par Jean-François PIQUOT que de mettre en lumière les méthodes d'examen et d'arbitrage des nombreux dossiers d'installations classées d'élevages hors-sol. Après plusieurs années de résistance liée à sa culture laitière prédominante, le développement agricole de l'Ille-et-Vilaine subit durant les deux années étudiées (1997-1999) l'influence du "modèle breton", à cours de territoires d'épandages dans les 3 autres départements bretons. A travers de truculents exemples, le lecteur s'interrogera rapidement sur les étonnantes conditions de production industrielle d'autorisations administratives d'exploiter des élevages hors-sol, mitonnées à l'abri de ce petit théâtre d'ombres portées.

On y découvre des élus soucieux quasi-exclusivement du court terme, parrainant tout type de développement économique - même ceux saccageant rapidement (une génération humaine) le capital inestimable que constituent nos ressources naturelles.

On y découvre des fonctionnaires d'Etat très respectueux de la culture de gestion administrative de la politique agricole avec le syndicalisme agricole majoritaire, incapables d'asseoir les décisions de l'Etat sur la justification des capacités techniques élémentaires (notamment agronomiques) des agriculteurs à maîtriser les nuisances environnementales et

La démocratie pervertie par le néolibéralisme

lundi 30 janvier 2017, par [Yves Sintomer](#)

Paru dans *Lignes d'Attac* n° 108

Pour vous abonner à *Lignes d'Attac*, le journal de l'association Attac, vous [pouvez vous rendre sur cette page](#).

Mots-clés > [Démocratie](#), [Néolibéralisme](#)

En ces temps d'élections présidentielles qui ont vu aux États-Unis la victoire d'un Donald Trump et, en France, la multiplication de candidats qui pour la plupart ne se différencient plus beaucoup sur le plan politique ou idéologique, le néolibéralisme a-t-il perverti la raison politique ? Nous avons posé la question à Yves Sintomer, professeur de science politique à l'Université Paris 8.

De quelle manière le néolibéralisme pèse-t-il sur la politique institutionnelle ?

Il pèse de deux manières, un peu différentes en France et aux États-Unis. Il y a, d'une part, un phénomène quasi universel avec la globalisation menée par le capitalisme financier : les acteurs les plus puissants aujourd'hui ne sont pas les électeurs mais les transnationales, les agences de notation et les marchés qui contraignent la politique officielle d'une façon déterminante. D'autre part, aux États-Unis et dans les pays qui ont adopté leur modèle, notamment en Amérique latine, il y a un facteur spécifique avec l'influence déterminante de l'argent dans les campagnes politiques. Il n'y a pratiquement pas de limites au financement privé des campagnes et, de fait, les partis américains se réduisent pour l'essentiel à être des machines à trouver de l'argent. En France, il existe encore une autre dimension qui tient à la proximité des élites politiques et économiques. Celles-ci viennent des mêmes milieux sociaux et passent allégrement d'un espace à l'autre - Barroso en étant ces derniers temps l'exemple le plus éclatant, mais même quelqu'un comme Montebourg n'échappe pas à cette proximité.

À cela s'ajoute encore l'influence des médias...

Les médias constituent en effet un autre facteur d'influence. Aujourd'hui, l'essentiel des grands médias est possédé par le grand capital qui se sert de la presse comme d'un canal d'influence auprès des politiques et de la société. Certes, celle-ci est partiellement limitée grâce à l'émergence des médias sociaux. Mais il faut savoir que seulement un pour cent des sites concentre la visibilité des médias sociaux. De plus, ceux-ci tendent à pousser à une "discussion entre soi", c'est-à-dire à une information qui s'échange entre gens qui sont d'accord entre eux (alors qu'un des intérêts des médias traditionnels était d'une plus grande pluralité des points de vue). Et même si l'influence des médias sociaux augmente de plus en plus, ce qui est une très bonne chose, il n'en reste pas moins que les médias traditionnels continuent de peser. D'ailleurs, sur Internet, une des sources importantes d'information vient des sites on-line des grands journaux.

Quelles sont les conséquences de ce discrédit de la politique officielle ?

D'abord le désarroi des classes populaires traditionnelles qui ne sont plus représentées par les grands partis de gauche, qu'ils soient socio-démocrates, communistes, ou comme le Parti démocrate aux États-Unis, et qui, soit s'éloignent tout simplement de la politique institutionnelle, soit sont attirés par des partis nationaux-populistes autoritaires. Ceux-ci prônant comme un retour en arrière, au temps des Trente Glorieuses en France, au temps où les sociétés n'étaient pas multiculturelles. Autre phénomène qu'il ne faut pas négliger : auparavant dans les pays occidentaux, les classes populaires étaient intégrées, même si de façon subordonnée, à un système qui réussissait sur le plan économique et politique parce qu'il était au centre du monde et d'une certaine façon le dominait. On avait des colonies ou des post-colonies permettant d'écouler nos produits et, culturellement, on pouvait se sentir au-dessus du panier. Aujourd'hui, ces pays se sont provincialisés dans l'ordre mondial. D'où une profonde crise d'identité, des classes populaires - blanches, masculines et peu diplômées en particulier. C'est ce que traduit l'élection de Trump, le succès du Brexit ou la capacité du Front national à parler à un public populaire en France.

Propos recueillis par Isabelle Bourbonlan.

R-S.

Illustration : Charlotte Planche

Sur le même sujet

https://france.attac.org/aclus-et-medias/le-flux/article/la-democratie-pervertie-par-le-neoliberalisme?pk_campaign=Infolettre-828&pk_kwd=la-democratie... 1/2

--- Pièces jointes : ---

Pref06041.jpeg	299 Ko
pref06042.jpeg	586 Ko
pref06043.jpeg	507 Ko
pref09041.jpeg	328 Ko
pref09042.jpeg	272 Ko
pref09043.jpeg	724 Ko

pref09044.jpeg
pref09045.jpeg

650 Ko
541 Ko